

CAISSE DE SECURITE SOCIALE DE MAYOTTE

Service Achats et Marchés

MARCHES DES ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE DU REGIME GENERAL

REGLEMENT DE CONSULTATION

(R.C)

OBJET DU MARCHE N° 2025/032 :

Marché prestation de télésurveillance à la CSSM

Le marché est passé selon la procédure adaptée (art R2123-1 CCP)

**Date limite de réception des offres
20/12/2025 à 10 h 00 (heure de Paris)**

S O M M A I R E

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure

2.2 Allotissement

2.3 Nature de l'attributaire

2.4 durée du marché

2.5 Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

2.6 Délai de validité des offres

ARTICLE 3 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3.1 Retrait du dossier de candidature

3.2 Document fournit aux candidats

3.3 Composition de l'offre à remettre par les candidats

ARTICLE 4. REMISE DES OFFRES

ARTICLE 5 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5.1 Sélection des candidatures

5.2 Jugement des offres

ARTICLE 6 RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE

ARTICLE 7 PROCEDURE DE RECOURS

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet l'exécution de prestations télésurveillance des locaux de la Caisse de Sécurité Sociale de Mayotte.

Code cpv : 32323500-8 Système de surveillance vidéo

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure

Il s'agit d'une procédure adaptée ouverte avec négociation conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du Code de la commande publique.

2.2 Allotissement

Pour des raisons de sécurité et pour faciliter son exécution, le présent marché n'est pas alloti.

2.3 Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- Soit avec un prestataire unique ;
- Soit avec des prestataires groupés.

2.4 Durée du marché

La durée de marché est fixée 1 an non renouvelable .

2.5 Modification de détail au dossier de consultation des entreprises

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation des entreprises. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifier. Si, pendant l'étude du dossier des offres par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

ARTICLE 3 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

3.1 Retrait du dossier de candidature

Le dossier de consultation est accessible gratuitement sur
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Dans le cas où les candidatures, les offres et tous les documents seraient issus d'une traduction française, celle-ci sera certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques. L'organisme se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3.2 Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation des entreprises est constitué par :

- L'acte d'engagement ;
- Les devis des 12 mois ;
- Mémoire portant sur les moyens destinés à l'exécution du marché et précisant les moyens humains, techniques et organisationnels, ainsi que les considérations sociétales et environnementales
- CCAP
- CCTP

3.3 Composition de l'offre à remettre par les candidats

Les plis seront sous format électronique et devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres , le 20/12/2025 à 10h00 (heure de Paris)

Pièces relatives à la candidature :

Dans un dossier portant la mention : candidature, les pièces suivantes :

Les candidats produiront à l'appui de leur candidatures les documents suivants :

- 1- Déclaration sur l'honneur mentionnant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;
- 2- Attestation sur l'honneur de l'exécution du marché par des salariés employés régulièrement au regard de la loi ;
- 3- Chiffre d'affaires des 3 dernières années précisant les montants correspondant aux prestations objet du présent marché ;
- 4- Justificatif de l'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ;
- 5- Attestation d'assurance en responsabilité civile.

En cas de groupement, le dossier devra comprendre les dossiers de candidature de chaque membre du groupement.

Dans l'hypothèse où un candidat appuie sa candidature, sur les capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques ou se présente en groupement d'entreprises, le candidat produira les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Pièces relatives à l'offre :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations qui sont à la charge des sous-traitants. Les pièces de l'offre sont :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- Le mémoire technique qui comprendra, entre autres, les éléments suivants :

Toute offre incomplète sera considérée comme irrégulière.

Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu :

La CSSM exigera du candidat susceptible d'être retenu avant de pouvoir notifier le marché sous peine de voir le marché attribuer au candidat qui suit immédiatement sur le classement la production des attestations et certificats délivrés par les administration et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Le candidat établi dans un état autre que la France produit un certificat établi par les administration et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

ARTICLE 4 REMISE DES OFFRES

Dans le cadre du présent marché, seules les offres transmises sous format électronique, <https://www.marches-publics.gouv.fr> seront acceptées. Les plis seront déposés, avant la date et heure indiquées.

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées seront rejetés et déclarés comme irréguliers.

ARTICLE 5 SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

5-1 Sélection des candidatures

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il pourra éventuellement décider, mais sans obligation, de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai de 10 jours calendaire (qui inclut le samedi, dimanches et les jours fériés), à compter de la réception de la demande écrite qui leur sera faite par le pouvoir adjudicateur. La demande du pouvoir adjudicateur sera adressée par mail.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leur capacités professionnelles, techniques et financières.

5-2 JUGEMENT DES OFFRES

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur élimine les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de régulariser les offres irrégulières. Dans tous les cas, la régularisation n'est possible qu'à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse, ou inappropriée, c'est-à-dire sans rapport avec l'objet du

marché. La régularisation de l'offre ne doit pas consister à modifier ses caractéristiques substantielles.

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article L2152-1 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. Les offres sont classées en tenant compte des critères suivants avec leur pondération :

Examen de la valeur technique :

Il se fera par appréciation du mémoire technique comme suit :

- Moyens humains (15%) ;
- Moyens matériels (15%) ;
- Moyens organisationnels (20%)
- Valeur sociale et environnementale de l'offre (10%)

Analyse du prix :

Elle s'effectuera sur le montant de l'offre par application de la formule suivante :

(Valeur de la meilleure offre/ valeur de l'offre analysée) x40

L'offre la moins-disant en dehors des offres anormalement basses sera mieux notée.

Dans les cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées, il ne sera pas tenu compte pour le jugement des offres. Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue elle sera jugée non cohérente et donc éliminée.

ARTICLE 6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire, concernant cette consultation, les candidats devront formuler une demande écrite directement sur la plateforme de dématérialisation :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

ARTICLE 7 PROCEDURE DES RECOURS

Le tribunal compétent est le tribunal judiciaire de Saint-Denis, 5 avenue André Malraux, 97400 Saint-Denis de la Réunion